

# L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE UNE BOUSSELE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Décembre 2020

Nous vivons à une époque de crises mondiales. La longue crise économique que nous traversons amène beaucoup à remettre en cause la mondialisation. La crise écologique menace ce qui rend notre monde habitable. L'incapacité à agir efficacement face à ces enjeux donne lieu à une crise politique profonde: dans un contexte où leurs représentants suscitent des réserves, les sociétés européennes semblent se fractionner en communautés divisées, ce qui complique la possibilité d'un dialogue démocratique. La récente vague d'attentats terroristes dans nos pays confirme l'actualité de la menace.

À ce stade de l'histoire, l'Europe est à la croisée des chemins. Au cours des dernières décennies, la pauvreté a reculé et les cas de guerre, de famine et de maladie ont diminué. Notre continent a créé de nouvelles voies pour parvenir à sa forme actuelle, qui sans être parfaite est un modèle jouissant d'une bonne considération dans le monde entier. Aujourd'hui, ces progrès sont remis en cause; il est de notre responsabilité et de notre devoir de préserver les acquis du passé. L'Union européenne reste la deuxième puissance économique mondiale, mais nous sommes confrontés à une forte concurrence de la part d'autres puissances mondiales, à la fois eu égard à l'influence économique et aux défis posés pour notre système politique et, dans certains cas, pour nos valeurs et principes mêmes. Ainsi, la Chine, avec le projet de route de la soie, exprime une nouvelle ambition économique et géopolitique. S'ajoutant à ces éclosions, la pandémie qui a marqué l'année 2020 a révélé la dépendance industrielle et technologique de l'Europe dans de nombreux domaines stratégiques. Les interdépendances ne sont plus considérées uniquement comme une source de sécurité, mais aussi comme une source d'insécurité. Certes, l'Europe reste

le continent affichant les indicateurs de développement les plus élevés au monde, mais elle peine à trouver sa place face aux grandes puissances dont l'influence croissante défie le multilatéralisme; et nos démocraties, héritières de vingt-cinq siècles d'histoire, sont mises à mal dans leur capacité à contrôler leur destin.

Ces questions poussent la démocratie chrétienne – la force politique qui a été la principale locomotive de l'intégration européenne ces dernières décennies – à se renforcer et à redevenir le moteur de changements significatifs. Pour susciter un nouvel espoir, nous restons fidèles à notre patrimoine démocratique chrétien, notamment à l'enseignement social catholique et protestant qui a fait ses preuves pendant deux mille ans, fondé sur la bonne gestion, le personnalisme, la subsidiarité, la responsabilité et la solidarité. Nous nous considérons comme les héritiers reconnaissants de ceux qui nous ont précédés, et forts de cet héritage, nous regardons vers l'avenir sans être enfermés dans le passé.

En tant que Groupe PPE, nous sommes convaincus que nos valeurs restent le point de départ le plus solide pour concevoir l'avenir, parce qu'elles allient le meilleur des modes de pensée conservateur, libéral et chrétien-social et qu'elles les rassemblent dans une vision commune du monde. Grâce à ces valeurs, le centre-droit acquiert un sens qui va au-delà de la politique quotidienne. La religion inspire notre action, mais ne l'inhibe pas: la démocratie chrétienne n'est pas une question de religion, mais une question d'approche politique précise qui repose sur les valeurs fondamentales de la dignité de chaque personne – et de la tolérance – et qui conçoit la vocation politique comme au service de l'humanité. Cela signifie que

la démocratie chrétienne englobe tous les chrétiens, les croyants de toute autre religion et les non-croyants. La démocratie chrétienne, c'est plus qu'une étiquette; c'est notre boussole pour naviguer dans le monde. Nous devons réapprendre à faire entendre l'identité profonde du Groupe PPE.

Mais nous devons donner corps à nos valeurs dans le présent. La définition de nouveaux objectifs et de nouvelles missions pour la démocratie chrétienne est donc nécessaire non seulement pour l'avenir du centre-droit, mais aussi pour l'avenir de l'Europe: en cette période de crises mondiales, la première responsabilité politique est de préserver notre patrimoine le plus précieux et de le transmettre aux générations futures. Transmettre une nature dont l'instabilité écologique menace aujourd'hui des équilibres vitaux. Transmettre notre riche patrimoine culturel fragilisé par de nouvelles fractures dans les sociétés européennes. Enfin, transmettre la possibilité même d'une action commune à travers la politique et des institutions démocratiques. L'Europe a connu des phases de fondation et de conservation. En ce moment critique, la mission de notre famille politique est de sauver ce qui doit l'être, de manière à tracer une voie ambitieuse vers un avenir radieux.

## 1. Préserver la nature

Il est de notre devoir d'avoir une vision claire de l'écologie: l'être humain ne possède pas la nature, il en hérite et il doit transmettre ses miracles aux générations suivantes et s'efforcer de laisser un monde où la vie reste possible. L'être humain fait partie de la nature, il en dépend et devrait se comporter en conséquence. En oubliant cela, nous avons provoqué des déséquilibres dangereux pour l'avenir. Néanmoins, nous ne pourrions pas réparer les dommages en choisissant de disparaître. Nous devons mettre en avant la place des êtres humains dans la préservation de ce monde. La responsabilité envers la nature n'implique pas que l'homme nie son rôle, cesse d'agir ou tente de s'effacer, mais qu'il prenne ses responsabilités pour un monde plus humain et parvienne à la durabilité à travers la raison. Nous devons fonder nos décisions sur des faits et sur la science et ne pas nous appuyer sur une idéologie superficielle ou une communication guidée par des slogans et privée de substance. Ce n'est qu'en œuvrant dans la sobriété et en menant une réflexion à long terme que nous pourrions rétablir l'équilibre climatique, protéger

la biodiversité, promouvoir le bien-être animal, prendre soin des paysages et transmettre la beauté du monde. Partout, les gens comprennent que nous ne pouvons pas continuer à utiliser les biens de la planète comme nous l'avons fait par le passé. Nous devons définir un calendrier pour la transformation de l'économie et nous devons être unis dans cette mission: dans ce domaine également, nous devons avoir confiance dans l'esprit européen et sa capacité de création pour relever le défi écologique.

Notre responsabilité pour ce qui est de maintenir une nature bouillonnante de vie ne s'arrête pas à la protection de l'environnement. Nous sommes également les gardiens de la condition humaine elle-même, liés par l'exigence absolue de la dignité de la personne humaine, les caractéristiques constitutives de sa nature, la liberté de conscience et le respect des droits fondamentaux. Toute personne a sa propre valeur, indépendamment du service rendu à l'humanité. Il est de notre devoir de préserver un monde dans lequel une vie réellement humaine reste possible, en protégeant le monde des relations qui constituent le fondement même de notre vie: la confiance mutuelle entre les personnes, le sentiment d'appartenance à des communautés particulières, la famille en premier lieu, et la communauté politique, qui lie les individus par la conscience du bien commun. Il s'agit là des structures par lesquelles chaque personne peut se former et s'épanouir, développer sa raison et son intelligence, apprendre à vivre avec autrui et entretenir une véritable liberté façonnée par la responsabilité. Il n'existe pas de politique qui jette les bases de l'avenir sans soutenir les familles, fondement de toute société et condition de sa vitalité future. C'est pourquoi nous savons que la question démographique en Europe ne peut être ignorée: la fuite des cerveaux – en particulier du nord au sud et de l'est à l'ouest –, les faibles taux de natalité et le vieillissement des sociétés ont un impact disproportionné sur différents groupes, générations et régions. Cette spirale démographique négative porte préjudice à l'économie – créant d'importantes pénuries de main-d'œuvre –, ainsi qu'à nos jeunes et nos systèmes sociaux. Cela menace l'avenir de nos pays. Dès lors, nous devrions ajouter un pilier démographique à nos décisions dans tous les domaines politiques. Nous voulons non seulement maintenir les familles ensemble, mais aussi créer les conditions nécessaires à leur bien-être en assurant la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et en favorisant une société ouverte aux enfants.

En outre, après le signal d'alarme de la pandémie de COVID-19, la question de la santé revêt une importance croissante pour la société: en tant que démocrates-chrétiens, nous nous efforçons toujours de trouver un équilibre entre la protection et la liberté de la personne – sur le plan physique, mental et social –, lesquelles sont au cœur de nos actions. Nous croyons en une société qui aide les personnes dans le besoin. Dans le domaine de la recherche médicale, la logique commerciale habituelle doit être guidée par l'intérêt général du bien commun, car cela relève de la sphère de la nécessité. Pour y parvenir, nous défendons la coopération scientifique internationale, afin que l'Europe puisse contribuer au progrès médical et en tirer parti.

Les maladies n'ont pas de frontières. C'est pourquoi la santé représente un défi commun. Nous devons accroître la résilience et l'indépendance de l'Europe en ce qui concerne les fournitures médicales et les principes pharmaceutiques actifs, investir dans des projets de recherche communs, garantir un accès adéquat aux services médicaux pour tous les citoyens, renforcer la coopération transfrontalière et régionale européenne dans le domaine des soins de santé et élaborer des technologies offrant de meilleurs soins, tout en fixant des normes élevées pour protéger les droits des patients. Il est de la plus haute importance de garantir la résilience des infrastructures de base face aux chocs extérieurs pour assurer la prestation sûre et ininterrompue de services de santé essentiels. À cet égard, nous avons déjà pris une position claire en ce qui concerne l'exploitation du potentiel européen d'innovation dans la lutte contre le cancer. Nous devons à présent œuvrer en faveur d'une politique européenne de la santé à l'épreuve du temps, qui soit prête pour la prochaine crise et aide nos citoyens à vieillir en bonne santé.

## 2. Préserver les conditions d'une prospérité future

Au XXI<sup>e</sup> siècle, à l'heure de la mondialisation, il est de notre responsabilité de définir le rôle de l'économie sociale de marché dans les économies d'Europe et d'ailleurs. La libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes et la concurrence en elle-même doivent être associées au respect de la dignité humaine. Pour garantir la stabilité de nos sociétés, il est nécessaire de créer les conditions d'une prospérité durable et partagée. Cet objectif

ne peut être atteint que grâce à un travail décent, dont la démocratie chrétienne reconnaît la dignité et le rôle essentiel dans l'économie et la société. Le travail produit des biens ou des services nécessaires à la vie ou à l'amélioration des conditions de vie; et, puisqu'il se fonde sur un effort collectif, il tisse entre les individus des relations essentielles. Nous rejetons toute idée qui voudrait que le travail ne soit qu'une lutte de pouvoir, reposant sur des mécanismes de pression et d'oppression, un jeu à somme nulle où les gains réalisés par une personne se font au détriment d'une autre. Nous sommes convaincus que, grâce au travail, une société peut créer collectivement bien plus que la somme des efforts individuels. C'est pour cette raison que l'Europe doit prendre des mesures pour faire en sorte que le travail soit respecté et garantir une rémunération équitable; un salaire doit permettre de vivre décemment. C'est également pour cette raison qu'il est nécessaire de garantir la liberté d'entreprendre et d'assurer des conditions de concurrence équitables dans les échanges commerciaux, sur le marché unique et dans les relations commerciales internationales. L'économie est au service des hommes, et non l'inverse.

Nous savons que le travail est bien plus qu'un simple moyen de gagner un salaire: il fixe des objectifs, donne du sens et rend libre, tout en permettant d'interagir avec d'autres personnes et de faire appel à sa créativité. Nous sommes fermement convaincus que le travail est le moyen par lequel l'humain affirme sa personnalité et exprime ses qualités et ses inclinations personnelles. Il offre aux citoyens la possibilité de participer à la construction de quelque chose de plus grand que leur propre vie. C'est pourquoi nous affirmons que la création d'emplois et de possibilités d'apprentissage et les incitations à l'entrepreneuriat constituent de bien meilleures politiques que la distribution d'allocations, en particulier pour faire baisser le taux de chômage des jeunes. L'objectif d'un niveau d'emploi élevé doit être pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions européennes. De même, nous croyons fermement à la valeur de la propriété privée, dans la mesure où elle garantit la liberté tout en faisant naître un sens des responsabilités. Nous reconnaissons la valeur du travail bénévole, lequel profite à nos sociétés de bien des manières et apporte un soutien aux personnes dans le besoin.

Aucune société n'est prospère, équitable et unie sans travail. Cela signifie également que nos pays développés ne peuvent considérer celui-ci comme un simple facteur de coût,

ou tenter de s'en défaire, notamment en déléguant aux populations moins aisées la tâche de produire pour nous. L'économie sociale de marché repose sur les avantages réciproques produits par les échanges économiques, qui nécessitent que chacun mette sur le marché le produit de son travail.

Le commerce est, dans cette optique, une source de prospérité et d'avantages mutuels. Une politique commerciale équilibrée, qui respecte les droits de l'homme, l'état de droit et la réglementation commune et qui tient compte de la responsabilité environnementale et sociale, peut être un moyen d'amener les produits du travail et du savoir-faire européens sur les marchés étrangers, et ainsi de stimuler l'innovation technologique, d'élargir les choix des consommateurs et de faire baisser les prix, tout en renforçant notre position géopolitique dans le monde et en jetant des ponts vers d'autres continents et cultures. Elle doit toutefois tenir compte non seulement du consommateur, mais aussi du producteur: l'Union européenne doit garantir des conditions de concurrence réellement équitables dans ses relations commerciales, afin d'éviter les distorsions économiques et sociales, en exigeant une réciprocité concrète de la part de tout pays désireux de rejoindre le marché unique. Nous devons veiller à ce que le commerce ne conduise pas à l'exploitation des injustices ou à la détérioration du niveau de vie, ni ne donne lieu à une dépendance unilatérale: c'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place des garde-fous afin d'assurer un équilibre entre les besoins individuels des consommateurs et le bien commun de nos sociétés. Nous devons nous montrer plus fermes à cet égard: l'Europe doit se donner les moyens de retrouver sa capacité à travailler, à pourvoir aux besoins, à nourrir et à produire sur son territoire grâce à ses secteurs agricoles traditionnels, à ses secteurs alimentaires et à ses industries, ainsi que de poursuivre le développement de ses capacités dans les domaines de l'énergie, des matières premières essentielles, du traitement et de la production de composants, et dans les secteurs des services. Il s'agit là d'un enjeu non seulement économique, mais aussi écologique et géopolitique.

Pour que nos pays puissent occuper une place importante dans un monde composé de puissances concurrentes, y compris dans le cadre du commerce mondial, l'Europe doit assurer sa sécurité alimentaire et opter pour une autonomie stratégique ouverte, notamment au travers d'efforts de recherche suivis, par exemple dans le domaine des

technologies numériques et des nouvelles technologies. Elle doit être prête à défendre activement ses intérêts et ses valeurs au moyen d'accords bilatéraux et d'instruments autonomes, tout en soutenant un ordre multilatéral fondé sur des règles en vue de promouvoir une concurrence loyale dans le commerce international. Nous devons rester ouverts sur le monde, mais nous ne pouvons autoriser les régimes autoritaires à exploiter notre marché unique ou à voler la propriété intellectuelle de nos entreprises et ainsi à mettre en danger nos démocraties au travers de cyberattaques et d'opérations d'influence à caractère malveillant.

La transition numérique transforme d'ores et déjà la manière dont nous communiquons, travaillons et vivons. Dans cette nouvelle ère numérique, l'Europe ne pourra réellement assurer sa prospérité future que si elle investit de manière convaincante dans la recherche et l'innovation et si elle crée un environnement propice au déploiement d'infrastructures physiques et numériques. En tant que chrétiens-démocrates, nous pensons que c'est la recherche du bien commun, plutôt que de l'argent, du pouvoir ou de l'idéologie, qui doit guider nos choix en matière d'innovation. L'humain doit être au centre: nous voulons que la révolution numérique reflète notre éthique et nos valeurs communes. Pour nous, l'innovation n'est pas un objectif en soi, c'est un moyen d'améliorer la vie des citoyens. Nous voulons créer des conditions qui permettent aux êtres humains de maîtriser les technologies futures, notamment par l'éducation. Ce n'est pas le cas dans toutes les régions du monde. Nous devons définir une approche réglementaire pour l'intelligence artificielle et les mégadonnées à moyen et long terme. Celle-ci doit être fondée sur la promotion de la dignité humaine et s'opposer aux idéologies transhumanistes et eugénistes et à la marchandisation du corps humain.

Dans le même temps, nous devons nous montrer vigilants et éviter de revivre les perturbations politiques et sociales provoquées par la première révolution industrielle. Si celle-ci a eu de grands effets positifs, elle a également créé de profondes divisions entre les gagnants et les perdants au sein de la société. Nous ne voulons pas répéter les erreurs du passé, mais tirer délibérément parti des avancées technologiques pour créer des millions d'emplois et soutenir les citoyens dans la transition numérique. Cette révolution ne doit laisser personne de côté. Pour cela, il sera nécessaire de réaliser un important effort de renforcement des compétences au travers de l'éducation, notamment pour

nous adapter à la transition écologique et aux avancées technologiques. L'Europe doit également poursuivre les discussions avec d'autres États et organisations, en particulier ceux qui partagent les mêmes valeurs, afin de trouver des solutions plus larges aux problèmes communs tels que le commerce numérique, les flux de données et la fiscalité.

### 3. Préserver la culture et le mode de vie européens

---

Ainsi, l'Europe pourra transmettre aux Européens de demain la capacité d'agir pour le bien de l'humanité et pour le progrès social et économique, en s'appuyant sur les principes qui nous unissent. Parce que l'Europe n'est pas un espace neutre, ne se limite pas au marché unique, et n'est pas une organisation internationale comme les autres: elle est fondée sur une civilisation, née de la rencontre de l'héritage gréco-latin et des piliers juifs et chrétiens, qui a traversé l'ère médiévale, la Renaissance et les Lumières. Le concept d'Europe désigne un espace géographique et spirituel qui remonte à plusieurs millénaires. Nous sommes tous des citoyens européens: c'est pourquoi nous devons cultiver dans notre héritage une identité européenne commune, aux côtés de nos identités nationales.

L'Europe d'aujourd'hui sera mieux préparée à affronter l'avenir si elle reconnaît, valorise, identifie et transmet les racines intellectuelles et spirituelles qui, depuis des siècles, nourrissent nos cultures plurielles. Nos pays, très divers, sont unis par leurs origines communes: un certain mode de vie, une conception de la personne et de la société qui se manifeste dans le droit, l'architecture et l'urbanisme, les langues et les arts. Si l'histoire européenne s'est souvent tragiquement éloignée de cet héritage, elle a vu la maturation de notre civilisation commune, y compris au travers des erreurs que nous avons commises. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de préserver ce que nous avons reçu et de le transmettre aux générations futures: le principe de la dignité inaliénable de chaque personne et la solidarité, en particulier envers les plus vulnérables; la protection inconditionnelle de la liberté de conscience, de la liberté de religion et de la liberté d'expression; le sens des responsabilités et la recherche du bien commun; le goût de la conversation, l'art de la courtoisie, une approche fondée sur la raison et la modération; le souci de la justice et la volonté de mettre l'usage de la force au service de la loi; l'égalité devant la loi, et

en particulier l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces valeurs sont centrales dans la tradition politique de la démocratie chrétienne, profondément ancrée dans l'héritage de la civilisation européenne.

Enfin, l'Europe peut offrir au monde de demain la loyauté qui l'attache à ces principes essentiels à son mode de vie. Pour ce faire, elle doit tout d'abord se réengager à transmettre son héritage aux générations futures au travers de l'éducation, qui joue un rôle essentiel, afin de les rendre plus libres et, dans le même temps, de les sensibiliser à ce qui nous unit. Le devoir de mémoire et les enseignements de l'histoire ne doivent pas entraîner une culpabilité perpétuelle ni le déni des racines qui font de nous ce que nous sommes: rejeter nos racines ne peut que nous isoler et nous conduire à l'individualisme, à la perte de sens et aux conflits communautaires, ouvrant ainsi la voie à des idéologies telles que l'islamisme radical. Apprendre à connaître et à apprécier la civilisation unique que nous avons reçue de nos aînés est d'autant plus nécessaire que cela éveille en nous un sentiment d'identification et d'appartenance. Pour les jeunes immigrés, il est important d'apprendre à connaître et à apprécier notre civilisation et notre mode de vie européen afin de disposer d'un cadre de référence commun et de se sentir intégrés dans la société que nous partageons et dont ils font partie. Bien que la responsabilité de l'intégration incombe principalement aux États membres, l'Union européenne apporte son soutien aux autorités nationales.

Une intégration réussie est nécessaire pour que le lien civique perdure. Ouvrir la porte à de nouveaux arrivants sans être réellement en mesure de leur faire une place dans notre société, ce n'est pas de la bienveillance. C'est ouvrir un boulevard à l'exploitation et à des conditions de travail indignes pour les travailleurs migrants, c'est risquer des problèmes d'intégration y compris sur plusieurs générations. L'intégration devrait donc toujours être une priorité, une tâche à laquelle doivent contribuer tant la société que le nouvel arrivant. Elle passe par l'éducation civique, l'apprentissage de la langue, l'exercice d'un métier et l'acceptation des normes et valeurs de notre société. En contrepartie, tout arrivant qui choisit de participer pleinement à notre société doit pouvoir sentir qu'il est accepté et qu'il a un avenir ici en tant que citoyen à part entière.

Les êtres humains ne sont pas des atomes interchangeables évoluant dans le vide: avoir ces références en commun, telle est la condition nécessaire à une vie paisible en

société. Ce qui veut dire que, sans perdre de vue l'aspect humanitaire, il faut absolument assurer un contrôle plus strict aux frontières et maîtriser les flux migratoires, sans quoi le risque de déstabilisation est réel, quelle que soit la société concernée. Tout un chacun aspire à vivre dans un monde dont la culture, la langue et le mode de vie lui soient familiers: aucune politique migratoire ne saurait faire abstraction de ce besoin et ne considérer que des calculs économiques, que ce soit pour justifier notre impuissance ou encourager les déplacements. Le droit qui prime, ce n'est pas celui d'être accueilli chez quelqu'un d'autre, c'est celui de pouvoir vivre chez soi.

Pour garantir l'exercice de ce droit, l'Europe doit s'engager plus efficacement envers une coopération poussée avec les pays d'origine et envers l'appui au développement et à l'intégration régionale de l'Afrique et des pays émergents et encore en développement dans le monde. Rétablir cet équilibre est essentiel, justement car nous voulons préserver le droit d'asile, qui fait partie intégrante de notre civilisation: ce devoir humain suppose d'accueillir dans la dignité ceux qui fuient réellement la menace ou la persécution, et non de permettre que subsistent des flux migratoires incontrôlés pour engraisser les réseaux de traite des êtres humains. Faire en sorte que seuls ceux qui en ont légalement le droit puissent venir en Europe est une condition nécessaire pour préserver l'unité de nos sociétés ainsi que la sécurité des personnes au-delà de nos frontières, sur terre comme sur mer. Les traversées illégales débouchent sur des drames humains bien réels. Plus de vingt mille migrants sont morts en Méditerranée depuis le début de la grande vague migratoire en 2014. Cette crise a rendu extrêmement difficile l'exercice d'un réel contrôle aux frontières extérieures comme le veut l'acquis de Schengen, ainsi que l'accueil et la gestion des migrants à leur arrivée. Elle a également mis en relief des lacunes structurelles plus générales de la protection des frontières extérieures de l'Union.

#### 4. Préserver la politique

Transmettre la pratique démocratique et de participation à une civilisation commune est indispensable pour que la politique, c'est-à-dire le fait même de débattre et d'agir ensemble, continue d'exister. Cela présuppose d'être conscients de ce qui nous unit: une société n'est pas un amalgame d'individus condamnés à la solitude, pas plus qu'un champ de bataille entre des groupes

distincts, soucieux uniquement de défendre leurs intérêts et leur identité. La nature et la culture qui nous sont communes, la sécurité et la prospérité, la paix et la justice: telles sont les fondations d'un bien commun auquel nul ne saurait demeurer indifférent, et qu'il est du devoir de tous de respecter. Faire prendre conscience de cette vision commune est d'autant plus nécessaire à une époque où les divisions communautaristes, géographiques et sociales affaiblissent l'unité des sociétés européennes.

L'atomisation de la société contribue à la dissolution du lien civique: c'est l'existence même de la politique qui est en jeu. Or, sans politique, seule la violence prévaut. Se réapproprier le sens de la politique, c'est réaffirmer qu'elle est indissociable de l'impératif moral qui consiste à servir le bien commun. C'est rappeler que tant les devoirs des citoyens que les responsabilités des représentants élus impliquent un souci de vérité et s'appuient sur des savoirs. Cela veut dire refuser que le débat public soit l'otage de l'anathème et de l'excès, refuser que l'action publique soit diluée par des tactiques électorales, la désinformation et la communication en permanence, et lutter contre cette dérive, en particulier en promouvant la liberté des médias. C'est cela, le véritable sens du pluralisme démocratique. La loyauté politique implique de savoir porter un regard critique sur soi: nous devons scruter notre pratique quotidienne à la lumière de nos principes démocrates-chrétiens. Cette priorité éthique est indispensable pour inspirer de nouveau confiance aux citoyens. Il s'agit d'une véritable urgence, car le manque de confiance dans les institutions démocratiques est l'un des problèmes cruciaux de notre époque. Si cela s'explique en partie par la complexité croissante de nos sociétés, nous ne devons pas pour autant nous voiler la face: certaines forces travaillent à saper activement les fondations de la démocratie.

La démocratie chrétienne a un rôle à jouer dans la réconciliation entre le citoyen et le politique: il faut absolument combler l'une des plus grandes fractures de l'Europe d'aujourd'hui.

Se réapproprier le sens de la politique, c'est aussi respecter de manière inconditionnelle l'état de droit et rejeter l'arbitraire. L'Union européenne doit se doter de critères précis, justes et impartiaux pour définir l'état de droit, qui ne puissent pas être utilisés à mauvais escient dans le cadre de luttes idéologiques futures sur ce que recouvre le concept. Les valeurs que sont l'état de droit et l'indépendance de la justice sont

indispensables pour maintenir la paix sociale. Ces valeurs constituent les critères politiques que les pays souhaitant adhérer à l'Union européenne doivent remplir. Leur respect dans chaque État membre doit faire l'objet d'un suivi constant et objectif. N'oublions pas non plus qu'une société pleine de vie constitue un rempart de l'état de droit. Nous devons favoriser la résilience de la communauté en soutenant une société civile qui soit réellement aux mains des citoyens. Une société pleine de vie est la meilleure manière de préserver le sentiment d'appartenance à une même communauté, surtout en temps de crise.

Enfin, se réapproprier le sens de la politique, c'est revenir à l'essence même de la démocratie: né en Europe il y a vingt-cinq siècles, ce modèle politique incarne le gouvernement par le peuple, qui prend des décisions réfléchies issues de la conversation menée dans l'espace civique. Si, au vingtième siècle, le désir de la liberté qu'incarne la démocratie a su triompher des totalitarismes nazi et soviétique, l'expérience démocratique semble aujourd'hui de nouveau menacée, à cause de l'émergence de nouvelles formes d'aliénation, effet secondaire de la diffusion de mensonges à une échelle sans précédent que permettent les nouvelles technologies, de l'accélération de la mondialisation et de l'émergence de pouvoirs non politiques qui ne sont pas responsables devant le peuple. Dans ce contexte, de nombreux citoyens en Europe ont le sentiment de ne pas avoir leur mot à dire, ni aucun pouvoir de décision, au sein du processus démocratique, et de perdre peu à peu la maîtrise de leur destin.

L'Union européenne ne devrait pas figurer au rang des institutions tenues pour responsables de ce sentiment de spoliation: elle doit s'en tenir au principe de subsidiarité sur lequel elle repose et qui est défini dans les traités, de sorte que toute décision soit prise au niveau pertinent le plus proche du citoyen, et que, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervienne seulement si les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres<sup>1</sup>. La subsidiarité devrait servir à jeter des ponts entre le projet européen et la réalité sur le terrain. Par conséquent, il importe de respecter les compétences nationales, non attribuées explicitement à l'Union dans les traités (principe d'attribution), et de ne pas les transformer en domaines de politique publique de l'Union. En parallèle, l'Union doit disposer d'un réel pouvoir d'action dans les domaines où l'union fait la force. La solidarité et la

subsidiarité, vertus essentielles, principes fondamentaux, exigent aussi que chaque État membre fasse preuve de loyauté et honore ses engagements.

Parce que la législation européenne a des conséquences tangibles sur le quotidien de chacun de nous, l'Europe a le devoir de rester fidèle à la démocratie. C'est pourquoi les citoyens doivent pouvoir avoir leur mot à dire sur les décisions prises au niveau européen. Sinon, c'est la démocratie au sein des États membres eux-mêmes qui en pâtira. Parce qu'elle est le berceau d'une multitude de langues, de cultures et de peuples, l'Europe doit rester fidèle à un mode d'organisation politique bien précis. Le modèle européen, unique en son genre, est celui d'une union de nations démocratiques issues d'une civilisation commune. Le projet européen est capable de rétablir la pleine souveraineté des citoyens grâce à une alliance bien réelle et à des stratégies communes qui permettront à nos pays de surmonter ensemble les obstacles qui se dressent sur notre chemin. C'est en nous appuyant sur ce socle que nous pourrions surmonter les crises actuelles et transmettre aux générations futures la possibilité de perpétuer le miracle démocratique.

Cette approche est indispensable aujourd'hui pour que l'Union européenne puisse parer aux nombreuses menaces qui pèsent sur elle. Nos convictions européennes naissent de la conscience de savoir que seul un esprit européen et une volonté d'agir inébranlables nous permettront, en ces temps difficiles, de surmonter les épreuves qui nous attendent et d'en ressortir plus forts. Nous sommes convaincus que nos sociétés démocratiques sont suffisamment résilientes pour surmonter les crises qui ébranlent le monde à notre époque. L'espoir d'un avenir meilleur est la réponse des démocrates-chrétiens à la peur. La démocratie chrétienne, ce ne sont pas des mots creux, ni un concept dépassé: elle est forte de ses valeurs à l'épreuve du temps et porteuse d'une vision ambitieuse pour l'avenir de l'Union européenne et de ses peuples. Elle est la meilleure boussole pour guider les Européens dans les années à venir. Nous sommes donc fermement convaincus que l'avenir de l'Europe est inextricablement lié à celui de la démocratie chrétienne.

---

<sup>1</sup> Article 5, paragraphe 3, du traité UE.